

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

4^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2020

(juillet-septembre 2020)



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

**FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT**

 @BRHHaiti



Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE	2
II.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
	II.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
	II.2 L'ÉCONOMIE HAITIENNE.....	4
III.	LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU 4 ^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020.....	8
IV.	LES AGRÉGATS MONÉTAIRES AU 4 ^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020.....	9
V.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE.....	11
VI.	PERSPECTIVES.....	13

I. VUE D'ENSEMBLE

La conjoncture économique internationale au 4^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2020 a continué d'être marquée par les effets de la pandémie de covid-19. Ainsi aux États-Unis, s'il est vrai que les données disponibles font état d'un rebond de l'activité économique, cette dernière demeure de loin inférieure aux niveaux d'avant crise. Pour la Zone Euro, on peut déjà s'attendre à un troisième trimestre de croissance négative, au regard de la morosité exprimée par les enquêtes auprès des consommateurs. Parallèlement, la pandémie continue de faire sentir ses effets en République dominicaine, portant ainsi la banque centrale à assouplir sa posture. Par contre, sur le marché international, les cours des produits de base ont légèrement remonté par rapport aux creux atteints au plus fort de la première vague de la pandémie.

Sur le plan national, une légère reprise de l'activité économique a été constatée, à la faveur d'un impact sanitaire relativement faible de la covid-19. Cette reprise a été, entre autres, facilitée par la bonne tenue des transferts de la diaspora et la réouverture au trafic aérien international. Cette conjoncture combinée aux ventes de devises de la BRH et d'autres mesures réglementaires de la part des autorités monétaires ont permis l'appréciation significative de la monnaie nationale dès le mois d'août et un début de ralentissement de l'inflation.

II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

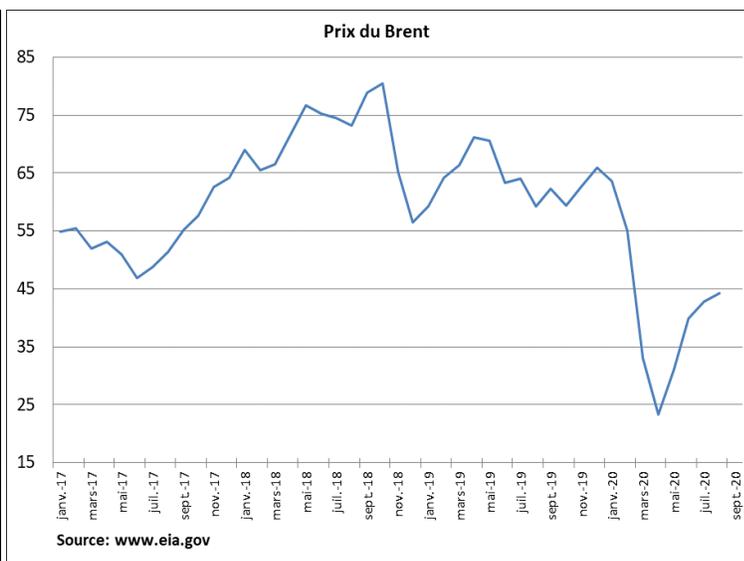
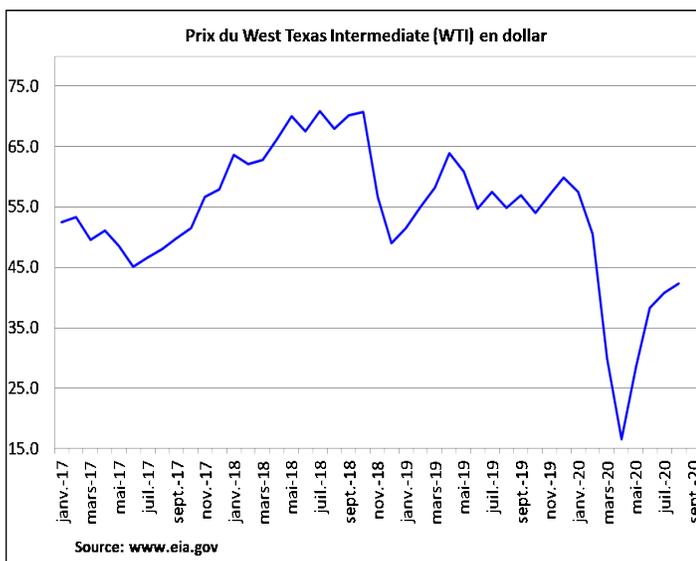
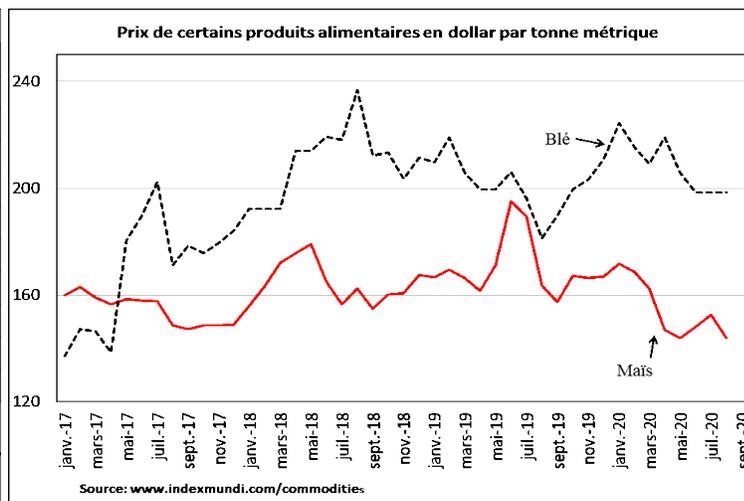
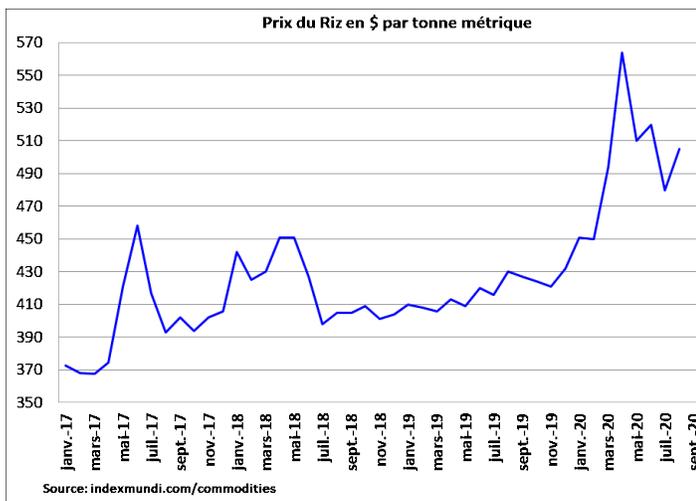
II.1 L'ECONOMIE MONDIALE

Après une contraction sur la période avril-juin 2020 (-31,4%), les données disponibles font état d'un rebond de l'activité économique américaine au cours du quatrième trimestre 2020. En effet, l'indice composite des États-Unis publié par le cabinet IHS Markit s'est chiffré à 54,7 en août après avoir atteint 50,3 en juillet 2020. Par ailleurs, les dépenses de consommation, qui contribuent pour plus de deux tiers à l'activité économique américaine, ont progressé de 0,6% et 1,0% en juillet et en août respectivement. Bien qu'étant encore moins dynamique par rapport à la période d'avant crise (3,5% en février), le marché du travail s'est amélioré sur le trimestre sous-étude, le taux de chômage s'établissant à 10,9%, 8,4% et 7,9% respectivement en juillet, août et septembre 2020. Dans le contexte d'une faible progression des prix dans l'économie américaine (1,0 % et 1,3% en juillet et août 2020), la Fed a décidé de garder inchangés ses taux directeurs dans la fourchette 0 % et 0,25 % afin de soutenir la relance économique par rapport au ralentissement économique mondial et les incertitudes entourant le commerce international.

L'économie de la Zone Euro a été marquée au cours des deux trimestres précédents par des taux de croissance négative (-15% et -12,1%). Au quatrième trimestre, le ralentissement des activités dû notamment à la persistance de la pandémie n'a pas permis de renverser la tendance. En effet, l'indice de confiance du consommateur, qui permet de prévoir le niveau de dépenses des ménages, s'est détérioré en septembre 2020 pour s'établir à -7,1 contre -6,5 en août. Par ailleurs, établie à 0,4 % en juillet 2020, l'inflation s'est chiffrée à -0,2 % et -0,3% en juillet et d'août 2020. Aussi, confrontée à un chômage élevé (7,9% et 8,1% en juillet et août 2020), à une contraction économique, à la menace d'une déflation et à l'appréciation de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir son taux directeur à 0 %. La BCE a aussi mis en œuvre un vaste programme visant à alimenter l'économie en liquidité par l'achat de titres publics et privés sur le marché secondaire.

Parallèlement, l'activité économique en République dominicaine continue de subir les contrecoups de la crise liée à la covid-19. C'est ainsi que, l'Indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) a chuté de 7,2% en août contre - 8,8% en juillet 2020. Établie à 4,35% en juillet 2020, l'inflation annuelle est passée à 4,80 % en août 2020. Aussi, compte tenu de l'évolution du niveau général des prix dans la limite de l'intervalle-cible de l'inflation (4,5 % \pm 1 %) et de la performance des principaux indicateurs macro-économiques, la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a décidé de baisser son taux directeur de 50 points de base à 3 % en septembre 2020. Par ailleurs, la BCRD a aussi mis en place un ensemble de mesures monétaires visant à atténuer les effets du coronavirus par un financement accru des secteurs productifs et des ménages. Grâce à ces mesures, le marché du crédit s'est dynamisé avec une réduction significative des taux d'intérêt sur les prêts accordés par plusieurs banques, tandis que le crédit privé en monnaie nationale a continué à croître à un taux annuel de plus de 10% au cours des deux premiers mois du trimestre.

Sur le marché international, les prix des produits alimentaires de base ont continué à augmenter depuis le mois de mai, l'indice FAO se portant à 94,3 et 96,1 en juillet et en août 2020. Parallèlement, au quatrième trimestre 2020, les cours du pétrole ont évolué à la hausse. En effet, après avoir atteint 39,93 dollars en juin 2020, le prix du baril du Brent est passé à 42,81 et 44,26 dollars sur les deux premiers mois du quatrième trimestre. De 38,30 dollars en juin, le baril du West Intermediate Index (WTI) s'est vendu à 40,75 et 42,36 dollars ÉU respectivement en juillet et août 2020.



II.2 L'ECONOMIE HAÏTIENNE

Le dernier trimestre de l'exercice 2020 a été caractérisé par une légère reprise de l'activité économique par rapport aux trois trimestres précédents. Ce développement est imputable à un nombre de cas de covid-19 plus faible qu'anticipé, au retour à l'horaire régulier de fonctionnement dans différents secteurs et à la réouverture du pays au trafic aérien international. De plus, cette timide reprise a été facilitée par la bonne tenue des transferts et une amélioration des conditions pluviométriques depuis la mi-août, laquelle laisse augurer de meilleures récoltes et d'une amélioration de la disponibilité de certains produits de base comme le riz. Toutefois, certains secteurs notamment le tourisme et la sous-traitance continuent de pâtir d'une faible demande externe induite par la pandémie de covid-19. De plus, les activités commerciales dans plusieurs régions du pays continuent de souffrir d'un climat socio-politique

incertain et, dans le cas particulier de zone frontalière avec la République dominicaine, de la fermeture des marchés binationaux.

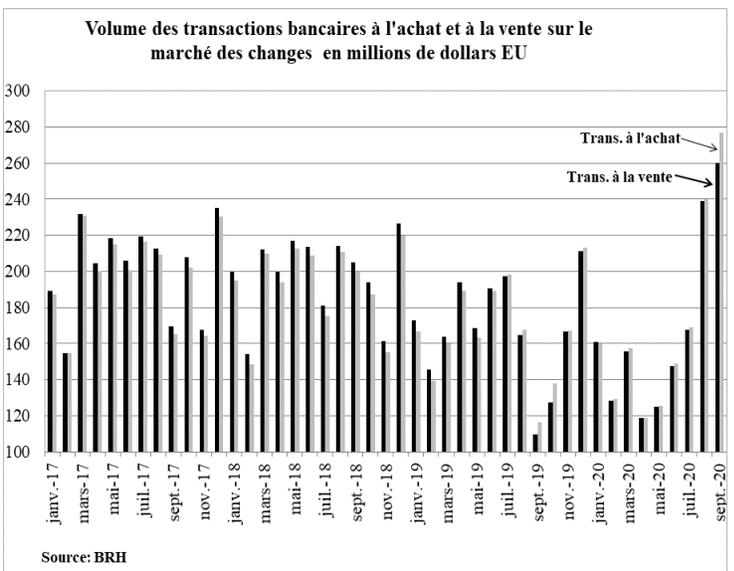
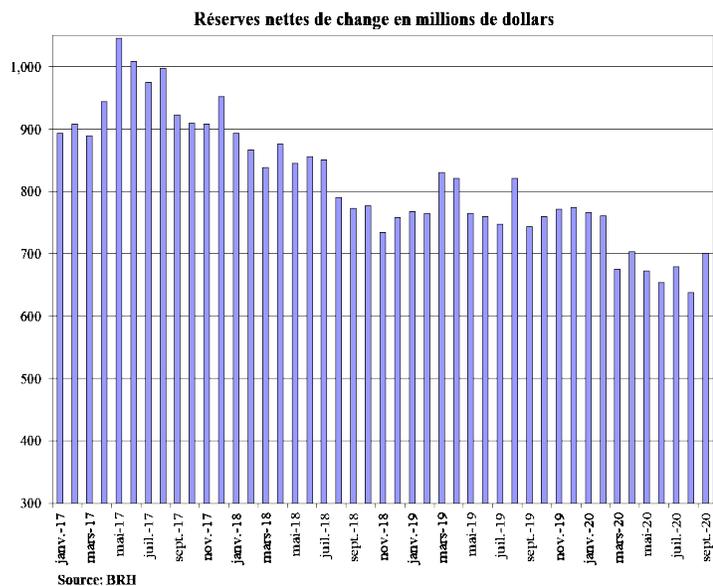
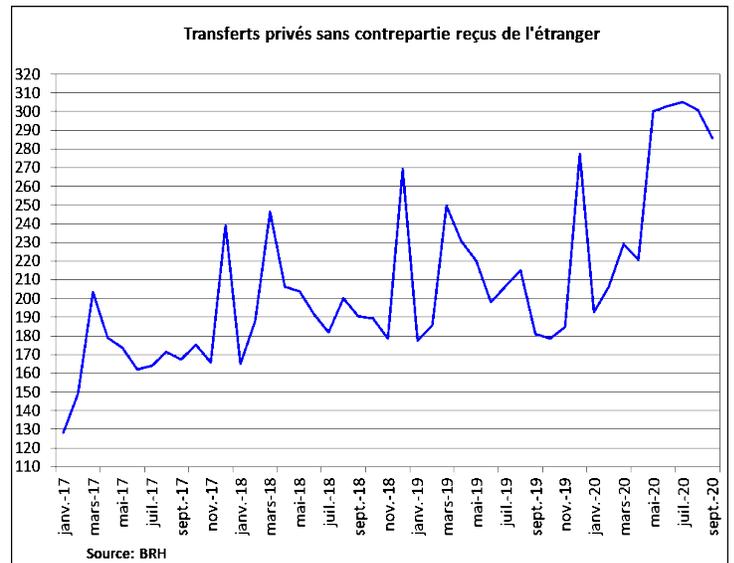
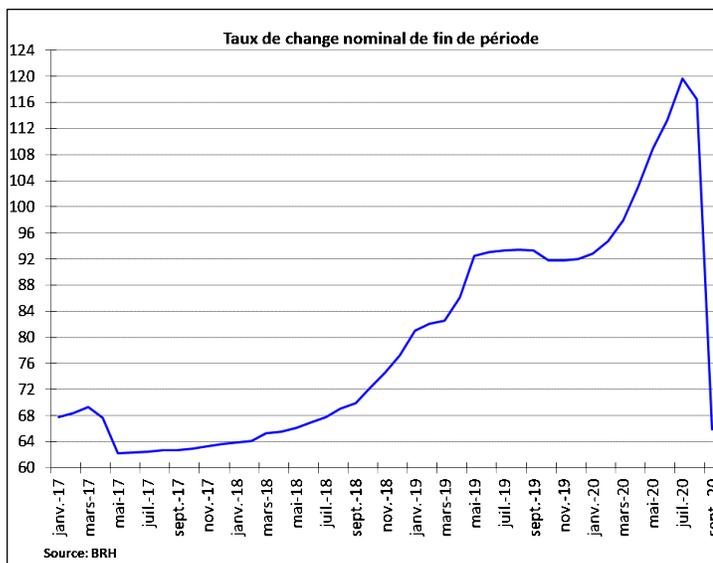
S'agissant de l'évolution des prix, la forte dépréciation de la monnaie nationale jusqu'au mois d'août, les ruptures engendrées par la situation sécuritaire dans les circuits de commercialisation et le niveau relativement important du financement monétaire ont contribué à maintenir l'inflation à un niveau élevé. Ainsi, la variation de l'IPC en glissement annuel s'est située au-dessus de 20% pour l'ensemble des mois de l'exercice, jusqu'à juillet où elle a atteint 25,7% avec une inflation mensuelle moyenne de 2% sur cette même période. Les prix ont toutefois commencé à décélérer à partir du mois d'août à la faveur de l'appréciation significative de la gourde. En effet, le ralentissement du rythme de progression des prix s'est reflété notamment à travers ceux des produits de base. À titre d'illustration, entre les 22 et 29 septembre 2020, l'Indice des Prix des Produits Alimentaires (IPPA)¹ sur le marché local a reculé de 17,66 %, marquant ainsi une troisième semaine consécutive de baisse de l'indice. De même, les prévisions tablent sur un ralentissement de l'inflation au cours des trois prochains mois. En août et septembre 2020, l'inflation mensuelle devrait s'établir à 1,9% et 0,8% respectivement. Ceci devrait porter l'inflation en glissement annuel autour de 25,1% pour le mois de septembre 2020.

En ce qui concerne le secteur externe, les données disponibles indiquent une amélioration du solde commercial, un accroissement du niveau des transferts ainsi qu'une nette appréciation de la gourde par rapport au dollar des États-Unis. En effet, au cours des 10 premiers mois de l'exercice, le déficit commercial a atteint 2,09 milliards de dollars ÉU, ce qui représente une baisse de 23,08 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La contraction du déficit commercial s'explique principalement par un repli des importations qui a plus que compensé celui des exportations. En effet, pendant la période considérée, les exportations ont reculé de 333,44 millions de dollars ÉU pour atteindre 675,29 millions de dollars ÉU tandis que les importations ont totalisé 2,76 milliards de dollars ÉU, soit un recul de 960,41 millions de dollars ÉU.

Par ailleurs, durant les onze premiers mois de l'exercice, les transferts sans contrepartie passant par les canaux officiels ont progressé de 16,36 % pour atteindre 2,7 milliards de dollars ÉU. Cette accélération des transferts a été particulièrement observée à partir du mois de mai 2020 où ils ont

¹ Indice du prix de certains produits alimentaires calculé à partir de données collectées par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

dépassé la barre mensuelle des 300 millions de dollars ÉU. La progression des envois de fonds, les ventes nettes de 42,02 millions de dollars ÉU par la BRH pendant le quatrième trimestre ainsi que les mesures visant à mieux réguler le marché des transferts ont permis de renverser complètement la tendance à la hausse du taux de change. Ainsi, au 30 septembre 2020, le taux de change de référence se chiffrait à 65,92 gourdes (contre 113,31 gourdes au 30 juin 2020), soit un recul de 41,82 %.

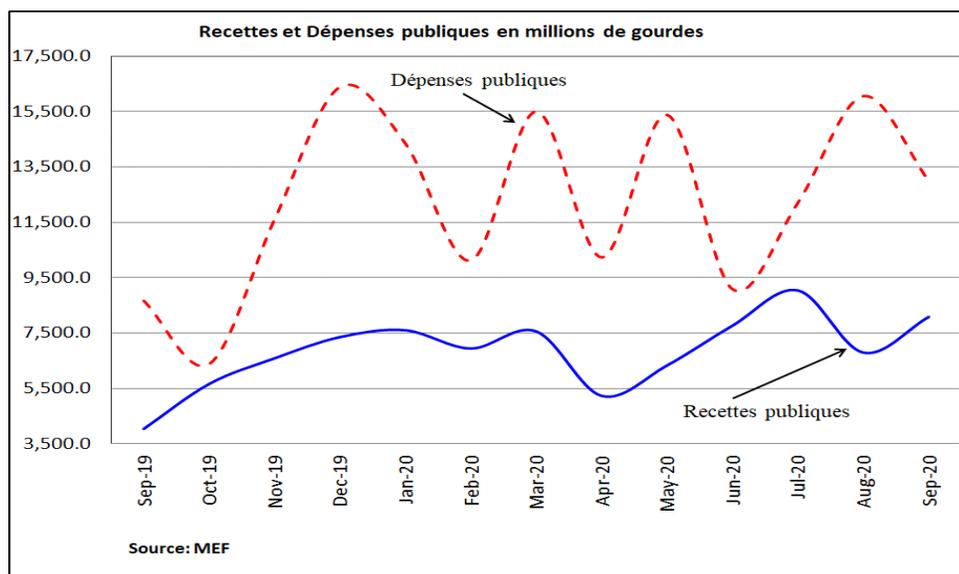


Au 4^{ème} trimestre de l'exercice, la situation des finances publiques est marquée par une hausse simultanée des recettes publiques et des dépenses publiques. En effet, au 30 septembre 2020, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien ont atteint 26 912,82 MG contre 19 345,65 MG le trimestre antérieur, soit une progression de 39,12%. Les dépenses fiscales, de leur côté, ont crû par rapport au 3^{ème} trimestre de 27,61% en passant de 34 673,04 MG à 44 246,02 MG.

Cumulées d'octobre 2019 à septembre 2020, les recettes fiscales se sont établies à 87 984,47 MG, soit une réalisation de 98,5% par rapport aux recettes prévues dans le budget 2019-2020. Ces recettes fiscales, en hausse de 15,5% par rapport à l'exercice passé, ont représenté 45,1% des ressources totales de l'État chiffrées à 194 895,11 MG. Ces dernières n'ont pas pu couvrir les décaissements totaux de 201 103,05 MG dont 153 211,7 MG de dépenses budgétaires effectuées par l'État au cours de l'exercice.

Ainsi, cette évolution de la situation des finances publiques s'est traduite par un solde déficitaire du Trésor partiellement financé par les appuis budgétaires externes de 4 618,60 MG, par le produit des bons du Trésor de 21 076 MG et par la BRH pour un montant de 42 867 MG contre un plafond annuel de financement monétaire de 43 905 MG, fixé dans le cadre du pacte de gouvernance économique et financière signé entre le MEF et la Banque Centrale.

Il convient toutefois de noter que de ces 42 867 MG de financement monétaire, 11 979,72 MG reflètent l'impact négatif de l'appréciation de la gourde par rapport au dollar sur la valeur en gourdes des dépôts en devises du gouvernement central à la BRH. Cette baisse de la valeur en gourdes desdits dépôts entraîne une augmentation des créances nettes de la Banque Centrale sur l'État, d'où un financement monétaire plus élevé qu'il ne l'aurait été en absence de la baisse significative du taux de change depuis août 2020. Il faut bien préciser que l'augmentation du financement monétaire qui résulte de la baisse des dépôts en dollars exprimés en gourdes n'implique pas en fait une création monétaire.



III- DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 4^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2020

Durant le dernier trimestre de l'exercice fiscal, la posture de la politique monétaire de la BRH a surtout consisté à réduire les fortes tensions observées sur le marché des changes afin de limiter leurs incidences sur l'évolution des prix à la consommation. En effet, dans un contexte marqué par des anticipations négatives, lesquelles ont accentué à la fois l'ampleur et la vitesse de transmission des variations du change à l'inflation, la Banque Centrale a, à partir du mois d'août 2020, adopté des mesures visant à alimenter régulièrement l'offre de dollars sur le marché. Ainsi, après avoir annoncé des interventions de l'ordre de 150 millions de dollars d'ici à la fin du trimestre, la BRH a vendu 164 millions de dollars entre août et septembre 2020, permettant ainsi de soutenir l'offre disponible et de stériliser en même temps un montant de liquidité équivalant à près de 16,9 milliards de gourdes. Des interventions à l'achat au cours de cette même période, ont permis de terminer l'exercice avec des ventes nettes de l'ordre de 94,5 millions de dollars. Ces interventions ont eu lieu sans effet négatif sur les réserves internationales nettes, lesquelles se sont chiffrées à 716,25 millions de dollars au 30 septembre contre 653,21 millions à la fin du trimestre précédent.

Parallèlement, les autorités monétaires ont décidé de garder inchangés les coefficients de réserves obligatoires à 40 % sur les passifs en gourdes et à 51 % sur les passifs en devises. De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à leurs niveaux de mars 2020, soit 4 %, 6 % et 10 % sur les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. Toutefois, avec le dynamisme observé au niveau des émissions des billets de trésorerie par le Gouvernement, l'encours des bons BRH a diminué graduellement pour finalement terminer l'exercice à zéro. S'agissant des obligations BRH, leur volume s'est établi à 3,69 milliards de gourdes en septembre 2020. Il importe de préciser que cet outil contribue à la réduction de l'impatience des agents économiques par rapport à la constitution de position en devises étrangères.

Par ailleurs, dans le but de permettre aux agents économiques de mieux faire face aux impacts négatifs de la Covid-19, la Banque Centrale a décidé de reconduire les mesures visant à accorder aux débiteurs du système bancaire un moratoire allant jusqu'au 30 septembre 2020 pour les prêts accordés aux particuliers et au 31 décembre 2020 pour les prêts octroyés aux entreprises.

IV- LES AGREGATS MONETAIRES AU 4^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2020

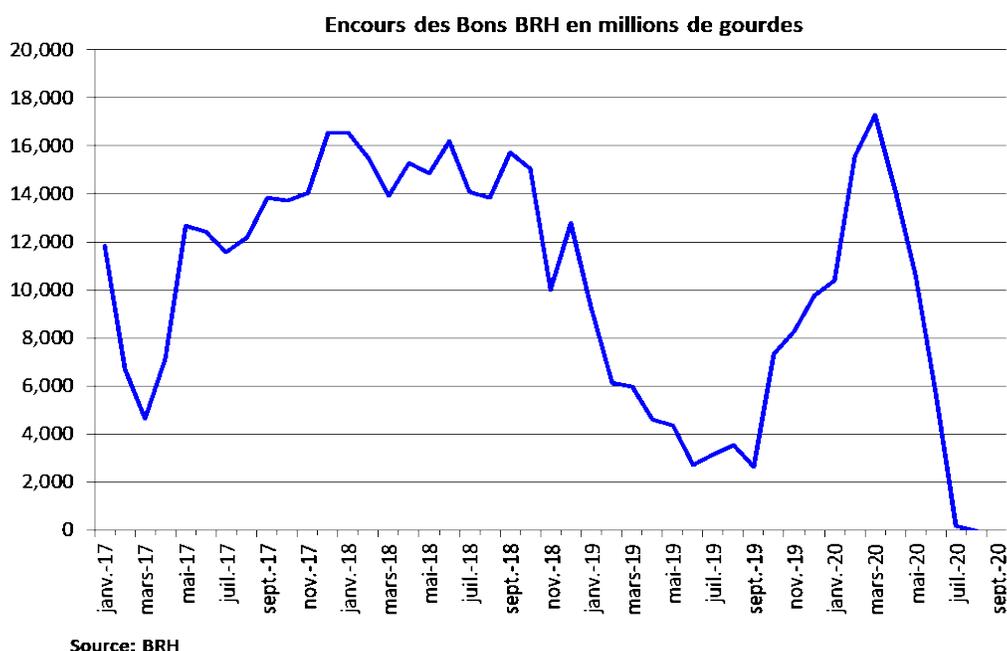
Pour ce qui concerne la situation monétaire, l'évolution contenue des dépenses de l'Etat et l'appréciation de la gourde par rapport au dollar ont permis de limiter la progression des différents agrégats pour le trimestre sous étude. En effet, les données préliminaires du mois de septembre indiquent une hausse de 3,54% de la base monétaire au sens restreint par rapport à juin 2020 contre 6,68% au trimestre précédent. Cette décélération du rythme d'expansion de la monnaie centrale au sens strict reflète l'évolution de la monnaie en circulation dont le taux de croissance s'est replié à 10% entre juin et septembre contre 14,82% un trimestre plus tôt alors que les réserves en gourdes des banques commerciales à la BRH ont reculé de 4,91%. Quant à la base monétaire au sens large, elle a régressé de 19,1% sur le trimestre, sous le double effet de la contraction de 41,7% de la valeur en gourdes des dépôts en dollars des banques commerciales à l'Etat et de celle de l'encours des bons BRH ramené à un niveau nul. Cette chute de la valeur en gourdes des réserves en dollars des banques à la BRH tient essentiellement à l'effet-change car exprimées en dollars, elles sont restées relativement stables (+0,2%). L'encours nul des bons BRH, résulte pour sa part, de la canalisation des ressources des institutions financières vers l'acquisition des certificats de trésorerie en vue de diversifier le mode de financement du déficit budgétaire.

Au niveau des sources de la base monétaire, les créances nettes de la BRH sur l'Etat ont crû quasiment au même rythme que l'exercice passé (+6,6% contre +6,4% auparavant) mais auraient affiché une progression plus faible sans l'impact restrictif de l'appréciation de la monnaie locale sur la valeur des dépôts en dollars de l'Etat à la BRH. A noter que les créances brutes de la BRH sur l'Etat ont diminué de 1,6% sur le trimestre alors que les dépôts en gourdes ainsi que le volume des dépôts en dollars ont augmenté. La fermeture anticipée des engagements de l'exercice le 4 septembre a donc permis d'éviter l'expansion saisonnière des dépenses publiques en fin d'exercice et de limiter les recours au financement de la Banque Centrale. Quant aux avoirs extérieurs nets de la BRH exprimés en gourdes, ils ont chuté de 36,71% sous l'effet de l'appréciation de la monnaie nationale. Toutefois, leur valeur en dollar a crû de 8,7%, la baisse des tensions sur le change ayant permis à la Banque Centrale de renforcer son coussin de réserves à travers des achats de devises sur le marché.

S'agissant de la masse monétaire, les données remontant au mois d'aout 2020 indiquent une variation de 6,6% de l'agrégat M3 par rapport à juin 2020 pour s'établir à 497,2 milliards de gourdes après une augmentation de 14,4% au 3ème trimestre. Une baisse de 2% des dépôts en gourdes a été observée tandis que le ralentissement du rythme de dépréciation de la gourde en aout a limité la progression des

dépôts en dollars exprimés en monnaie locale à 9,9 % contre 21% au cours trimestre antérieur. Par contre, les dépôts en devises exprimés en dollars, notamment ceux à vue, ont évolué à un rythme accéléré (+7,01% entre juin et août 2020 contre + 4% au 3^{ème} trimestre), dans un contexte de faible progression des importations face à la hausse significative des transferts privés sans contrepartie et à la remontée des flux de visiteurs avec la reprise du trafic aérien.

Du côté des contreparties de M3, les avoirs extérieurs nets du système bancaire libellés en gourdes ont augmenté à un rythme moindre comparé au trimestre précédent (+9% contre 20,9% auparavant), en raison du ralentissement de la dépréciation de la gourde entre juin et août 2020. Parallèlement, les créances nettes du système bancaire sur le secteur public ont reculé de 0,15%, les besoins de financement de l'État ayant diminué avec le support à titre d'appui au budget reçu de l'Union Européenne en août 2020. Quant aux créances nettes sur le secteur privé, elles ont crû de 7,2% sur la période, une évolution particulièrement imputable à la hausse des créances en gourdes (+11%), ceux en dollars ayant déchu de 1,67%. Dans un environnement peu favorable aux nouveaux investissements, cette situation peut être associée aux effets du moratoire accordé par la BRH sur le remboursement du capital, lequel a contribué à l'accumulation des créances des banques commerciales sur leurs débiteurs.



V- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE

Les données disponibles sur le système bancaire jusqu'au mois d'août 2020 font état d'une évolution favorable de la qualité de l'actif dans un environnement caractérisé par l'appréciation de la gourde par rapport au dollar.

Du côté des ressources, elles ont augmenté de 6,5 % par rapport au 30 juin 2020 pour s'établir à 514,5 milliards de gourdes en août 2020. Cette hausse du passif est principalement tributaire de la progression simultanée des dépôts des différents types d'agents économiques dans le système et des obligations à terme qui ont respectivement crû de 5,9 % et 18,9 %. Cette progression des dépôts est observée au niveau de toutes ses catégories dont les dépôts à vue (+8,7 %), ceux d'épargne (+5,0 %) et à terme (+2,1 %).

Par ailleurs, au niveau des emplois du système, ils ont été marqués par la croissance des disponibilités (+10,5 %) et du portefeuille net de crédit (+7,8 %) sur la période sous-revue. Les premières ont été essentiellement tirées par les avoirs à la BRH, qui ont atteint 183,6 milliards de gourdes, soit une croissance de 5,44%, comparée à juin 2020. En ce qui a trait au portefeuille net de prêts, son accroissement s'explique surtout par la hausse de 15,8 % des créances en gourdes, à la faveur du moratoire accordé aux débiteurs. De plus, les prêts nets en devises converties ont crû de 1,7 %, pour s'établir à 75 milliards de gourdes.

Conséquemment, le ratio « Prêts nets/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est établi à 33,2 % en août 2020 contre 32,7 % deux mois auparavant, soit une hausse de 50 points de base.

D'octobre 2019 à août 2020, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 23,6 milliards de gourdes contre 21,4 milliards au cours de la même période de l'exercice 2018-19, soit une progression de 10 %. Cette bonne tenue du PNB résulte de l'évolution positive à la fois des revenus nets d'intérêt (+7,4 %) et des autres revenus de 13,1 % sur la même période. Cependant, en raison des pénalités infligées par la BRH à deux banques du système, la bonne performance du produit net bancaire a été affectée par une hausse plus importante des dépenses d'exploitation ; ce qui a causé une contraction de 1,3 % du bénéfice net cumulé sur la période, à 6,2 milliards de gourdes.

S'agissant de la qualité de l'actif, le ratio des prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts a favorablement évolué par rapport au 30 juin 2020, puisqu'il a atteint 7,56 %, contre 7,99 %, soit une baisse de 43 points de base.

De même, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a crû, passant de 62,97 % au 30 juin 2020 à 65,01 % deux mois plus tard. Les banques se sont donc davantage provisionnées en cas de défaut de paiement des débiteurs à risque.

En ce qui concerne les ratios de rentabilité du système bancaire, en raison de la contraction de 1,3% du bénéfice net, le rendement de l'actif (ROA), sur une base cumulée d'octobre 2019 à août 2020, est tombé à 1,49 % contre 1,91 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Parallèlement, le rendement des fonds propres (ROE) s'est détérioré, s'affichant à 19,47 % entre octobre 2019 à et août 2020, contre 21,95 % sur la même période un an auparavant.

En se rapportant au rendement moyen des prêts productifs sur une base cumulée depuis octobre 2019, une détérioration a été constatée. En effet, ce rendement est passé à 10,78% contre 12,29 % sur la même période de l'année précédente. Pour sa part, la rémunération des dépôts a connu une évolution défavorable, passant à 1,13 % en termes cumulés d'octobre 2019 à août 2020 contre 1,29 % sur la même période un an auparavant.

Au mois d'août 2020, en se basant sur les trois principaux ratios retenus pour mesurer la dollarisation du système bancaire, nous avons observé une évolution contrastée de ce phénomène. Ainsi, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 70,6 % en juin 2020 à 73,1 % deux mois plus tard. De son côté, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a reculé de 3,21 %, à 53,8% en août 2020. En ce qui a trait à l'actif en devises converties par rapport à l'actif total, il représentait 62,1 % au mois de juin 2020 et a crû de 179 points de base, à 63,95 %, soit donc un renforcement de la dollarisation des emplois du système.

S'agissant de l'évolution des taux d'intérêt bancaire sur les opérations en gourdes, ceux sur les prêts se sont établis en moyenne à 15,50 % en août 2020 contre 15,75 % en juin 2020. Parallèlement, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme (DAT) se sont inscrits à 3,16 % en août contre 3,55 % au dernier mois du 3^{ème} trimestre de 2020. Par rapport à cela, le spread d'intermédiation financière a sensiblement augmenté passant en moyenne de 12,20 % en juin 2020 à 12,34 % deux mois plus tard.

S'agissant des opérations en devises, les taux d'intérêt moyens sur les prêts se sont fixés à 8,83 % en août 2020 contre 10,85 % en juin de la même année, au cours du second trimestre de l'exercice en cours, soit une baisse de 2,03 % sur la période. Du côté des taux sur les DAT, ils ont reculé à 0,35 % en août 2020 contre 0,92 % au dernier mois du 3^{ème} trimestre de 2020. Ainsi, la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars a régressé de 1,46 % entre ces deux périodes, pour se fixer à 8,48 % en août 2020.

VI- PERSPECTIVES

Les perspectives à court terme de l'économie haïtienne dépendent principalement de l'évolution de la situation socio-politique et de ses implications sur le plan sécuritaire. Sur le plan des finances publiques, la capacité des autorités fiscales à atteindre les objectifs de recettes, à contenir le recours au financement monétaire et à mobiliser le financement bancaire des projets d'investissement public sera cruciale. En parallèle, pour ce qui est des prix, la poursuite de la stabilisation du marché des changes et ses effets sur l'inflation seront déterminants avec des implications potentielles sur la balance commerciale.

Dans ce contexte, la BRH continuera de coopérer avec les autorités fiscales et budgétaires en vue d'assurer l'harmonisation des différents volets de la politique économique et d'aboutir à la signature d'un programme de référence (SMP) avec le FMI. De plus, elle continuera à veiller au renforcement de la réglementation du marché des changes et des transferts tout en continuant à renforcer les initiatives en termes de modernisation du système de paiements. En effet, sur ce dernier point, la BRH lancera, le 1^{er} octobre 2020, la phase opérationnelle du Processeur National de Paiement (PRONAP), lequel permettra l'interopérabilité des guichets automatiques. Par ailleurs, dans la lignée du Fonds de soutien aux caisses d'épargne et de crédit lancé le 24 septembre dernier, la BRH entend mettre sur pied un fonds de garantie à travers ces coopératives en faveur des PME, en vue de renforcer la capacité de ces dernières à contribuer à la croissance économique.